

Politique économique

Les chiffres sont à la fois alarmants et troublants. Ils doivent préoccuper les quelque 90 p. 100 de Canadiens qui ont de l'emploi. Le taux officiel s'établit à 9.1 p. 100 et le nombre de chômeurs s'élève à 932,000. Nous savons que le taux réel est beaucoup plus élevé comme l'est d'ailleurs aussi le nombre réel de chômeurs. Si nous ajoutons aux données officielles produites par le gouvernement tous les Canadiens qui accepteraient volontiers de travailler, loin de n'avoir que 932,000 chômeurs en 1977—non pas en 1937—leur nombre s'élèverait à 1,479,000. Le taux réel du chômage pour février 1977 serait de 13.7 p. 100, ce qui est beaucoup plus que le chiffre officiel de 9.1 p. 100.

C'est là une situation scandaleuse dans un pays industrialisé, 40 ans après la grande dépression. Dans huit provinces sur dix, les taux d'inflation et de chômage dépassent 9 p. 100. En réalité—ce n'est pas ce que nous laisse entendre les données officielles—le chômage dépasse 9 p. 100 dans huit provinces sur dix. A Terre-Neuve, il atteint 31.8 p. 100. Ce sont les chiffres de février et j'ai ajouté aux données officielles le nombre de personnes qui, de l'avis de mon parti, doivent être incluses dans les données mensuelles, c'est-à-dire les personnes qui travailleraient s'il y avait des emplois disponibles.

Cela donne les chiffres suivants pour le Canada en 1977: Terre-Neuve, 31.8 p. 100; Île-du-Prince-Édouard, 25.9 p. 100; Nouvelle-Écosse, 20.1 p. 100; Nouveau-Brunswick, 25.7 p. 100; Québec, 16.6 p. 100; Ontario, 11.4 p. 100; Manitoba, 11.3 p. 100; Colombie-Britannique, 13.4 p. 100. Même dans les deux provinces où le chômage n'atteint pas les deux chiffres, qu'est-ce que cela donne? En Saskatchewan, le chiffre est de 9.2 p. 100, et dans la province qui s'en tire le mieux, l'Alberta, il est de 7.3 p. 100. Il n'y a pas si longtemps, même les libéraux parlaient de 3 p. 100 de chômage comme d'un objectif sérieux d'une société industrielle et d'un but à atteindre pour la création d'emplois.

Heureusement pour l'Alberta, la crise du pétrole a aidé son économie, mais le taux de chômage y est encore de 7.3 p. 100. Je le répète, c'est une situation scandaleuse du point de vue humain et économique. Cela devrait pousser le gouvernement à manifester son inquiétude et à dire: Nous essayons de faire ceci et cela, et peut-être qu'en quatre ans nous réussirons à diminuer le chômage de façon appréciable. Je ne m'attends pas à ce que cela arrive demain, mais le gouvernement devrait présenter un programme réparti sur trois ou quatre ans. Mais le gouvernement se dit-il inquiet? Pas du tout. Le premier ministre nous répond d'une façon désinvolte que nous vivons au-delà de nos moyens. Pensez-vous! Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a parlé aujourd'hui des agriculteurs qui passent leur temps en Floride ou en Californie, je ne me souviens pas trop.

Une voix: A Hawaï.

M. Broadbent: Le ministre devrait aller le dire aux agriculteurs dont les revenus s'effritent maintenant au rythme de 30 p. 100 par année. Il devrait le dire au million de Canadiens sans emploi. C'est le genre d'attitude qui caractérise le gouvernement d'en face, et c'est lui le maître de notre destinée. Que Dieu nous protège! Si la situation est mauvaise d'une région à l'autre et d'une province à l'autre, elle l'est tout particulière-

ment pour les jeunes. Près de la moitié des chômeurs ont entre 15 et 24 ans. Dans deux mois, plusieurs centaines de milliers de jeunes quitteront nos écoles et nos universités pour se chercher du travail. Ce sera le pire marché du travail depuis la dépression. Beaucoup de ces jeunes veulent s'y joindre pour de bon. Ils sont prêts à travailler et à contribuer au bien-être de leurs familles et de leurs communautés, mais il n'y a pas d'emplois disponibles. Il n'y en aura pas, et c'est à contre-cœur que bien de ces jeunes retourneront à l'école. Ils le feront à contrecœur, parce qu'ils ne souhaitent pas retourner à l'école. Ils ne veulent pas maintenant continuer leurs études, mais comme il n'y a pas d'emplois d'un bout à l'autre du Canada, ils le feront.

La situation est grave, particulièrement au Québec où, pour employer une expression utilisée par le chef de l'opposition, la situation est vraiment explosive. Le chômage a atteint des proportions catastrophiques parmi les jeunes de cette province. Ce n'est pas par pure coïncidence que la majorité des jeunes Canadiens français au Québec ont voté en faveur du Parti québécois. Le sondage d'opinions au Québec, dont les résultats ont été publiés il y a quelques jours, révèle que le séparatisme a doublé ses appuis depuis l'élection du gouvernement Trudeau. Je prétends que les jeunes au Québec ont contribué à accroître le nombre de ceux qui se sont ralliés à la cause de l'indépendance. Abstraction faite des considérations d'ordre humanitaire, ce fait seul devrait préoccuper le gouvernement.

Nous avons tenu divers débats sur le chômage à la Chambre depuis septembre dernier alors que mon parti déclarait une première fois que le gouvernement devrait reconnaître que c'est la principale question politique et économique au Canada. Le gouvernement l'a prudemment et doucement écartée. J'ai déjà exposé ici, au nom de mes collègues, ce qu'il faudrait faire à court et à long terme. S'il me reste assez de temps, je reprendrai peut-être à la fin de mon intervention quelques-unes de ces idées.

Mais, ce que je voudrais faire cet après-midi, c'est rendre compte à la Chambre et aux Canadiens d'une visite de trois jours que mes collègues et moi-même avons faite, en fin de semaine dernière, en Colombie-Britannique. Nous nous sommes rendus à quatre en Colombie-Britannique pour deux raisons. Nous voulions rencontrer des chômeurs, pour savoir ce que cela signifiait être en chômage au Canada, en 1977, et quels effets cela avait sur leur existence et sur celle de leurs familles? Deuxièmement, nous voulions demander aux gens en chômage s'ils avaient des suggestions à faire, car je crois sérieusement que les bureaucrates, les ministres, et même les chefs des partis politiques de ce côté-ci de la Chambre, croient trop souvent que, grâce à de bonnes généralisations et aux lignes essentielles de l'analyse économique, nous n'avons pas besoin d'aller sur place demander aux intéressés ce qu'ils proposent de faire pour régler leur cas particulier. Depuis que je suis en politique, j'ai notamment appris que le simple citoyen saisisait remarquablement bien l'importance de sa situation et qu'il était vraiment capable de faire, pour l'améliorer, des suggestions pleines de bon sens et également très défendables au point de vue économique en général.